(Suite de la 2ème page.)

phrase incriminée, (ce qui est manifestement faux), nous le mettons au défi de prouver que le mal, ne puisse jamais concourir au développement du progrès, non comme cause directe, assurément, mais comme cause réflexe ou incidente.

Quand à prétendre que le mal ne joue pas un rôle, dans l'évolution de l'humanité, évolution dont le but est le progrès, cela reviendrait à affirmer que le mal n'existe pas, conclusion quelque peu scabreuse, on l'avouera. Nous nous croyons donc absolument fondés à maintenir notre phrase et le sens exact qu'elle comporte.

Nous n'avons point la "prétention pour notre part d'enseigner à nos lecteurs le chemin du salut," nous laissons cette prétention excessive et déplacée à notre confrère du "Manitoba" nous confiant modestement dans notre rôle de journaliste politique et litteraire, et si nous avons effleuré ces sujets délicats aujourd'hui c'est uniquement pour refuter une accusation stupide d'autant plus stupide qu'en réalité, l'idée exprimée s'adressait uniquement au mal physique et matériel, ainsi qu'il ressort des phrases précédentes où il s'agissait exclusivement de la succession des évenement, et de l'évolution physique.

Notes Editoriales

Les déclarations de Sir Charles Tupper à Owen Sound sonnent le glas des folles espérances, de ceux qui entretiennent encore quelqu'illusion sur la possibilité d'une législation fédérale destinée à rendre ses droits à la minorité Manitobaine! Jamais la sagesse de la politique de conciliation que préconisa Sir Wilfrid Laurier, et qu'il a fait prévaloir, n'est apparue plus évidente. Il y a là pour la minorité un enseignement précieux; attachons nous à conserver les concessions actuelles, et ne lâchons pas la proie pour l'ombre.

Nous accusions récemment M. Bernier d'être cristallisé dans une formule; et cette formule nous la définissions quelques lignes plus bas "Renverser le gouvernement Greenway."

Le "Manitoba" nous répond: "Ce n'est pas nous qui sommes cristallisés, c'est la doctrine catholique, c'est la constitution."

Logiquement ceci voudrait dire que "Renverser le gouvernement Greenway," fait partie de la doctrine catholique, et de la constitution!

Elle est bien bonne celle-là! et les prétentions de ces bonnes gens à se couvrir de la doctrine catholique et de la constitution les conduisent parfois au delà de la limite permise au ridicule.

Tous les journaux conservateurs français ont reproduit une certaine déclaration de Mgr. Langevin, faisant allusion à un document officiel émané des évêques de la province ecclésiastique de St. Boniface. Ils donnent à ce document la date du 25 septembre dernier, ou 25 septembre de cette année, ce qui est une erreur. C'est le 25 septembre 1898 qu'il faut lire; cette rectification à son importance.